Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 35 (1985)

Heft: 2

Buchbesprechung: La Mesta au XVIIIe siècle. Étude d'histoire sociale et économique de l'Espagne au XVIIIe siècle [Nina Mickun]

Autor: Bolens, Lucie

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

jésuite et les calculs plus récents de l'économiste K. S. Taylor à ce sujet. Néanmoins, il paraît clair que c'est moins le *senhor de engenho,* donc le producteur, qui retire les gros profits du sucre que le grand négociant qui contrôle son commerce entre le Brésil et l'Europe. Conclusion d'ailleurs largement partagée par l'économiste Celso Furtado et qui sert de base à la thèse principale de Mauro; celui-ci conçoit le «capitalisme commercial» non pas dans un sens étroit – en considérant seulement «l'acte commercial proprement dit» – mais dans le sens d'un «certain système de *production,* dominé par les commerçants» (p. CXII).

La troisième partie est consacrée aux «traits généraux et mouvements d'ensemble». Deux chapitres entiers, très riches, traitent des multiples problèmes de la monnaie dans l'empire portugais, caractérisé, dans la période étudiée, par la «pénurie monétaire». Finalement, les «cadres politiques du commerce» (gouvernement de l'économie coloniale, rôle des guerres, traités de commerce) sont examinés, avant que – dans le dernier chapitre assez bref sur «l'évolution générale» – la conjoncture à long terme de l'économie, sa structure et sa transformation soient présentées. En conclusion, grâce au Brésil en plein essor, c'est une économie dynamique «qui fait du Portugal une sorte de phénomène isolé de prospérité au milieu de la stabilisation, de la stagnation même de la moitié méridionale de l'Europe dans la même période» (p. 595).

En tête de ce beau livre se trouve encore un chapitre de presque cent pages qui décrit les archives et les bibliothèques consultées par l'auteur et rassemble une abondante bibliographie, complétée par les ouvrages parus après la première édition de ce livre. C'est un outil de travail extrêmement utile et qui fera de cette nouvelle édition, comme le conçoit son auteur, un guide pour le chercheur, appelé à suivre les nombreuses voies nouvelles ouvertes par Frédéric Mauro.

Zurich *Hans Werner Tobler*

NINA MICKUN, *La Mesta au XVIIIe siècle. Etude d'histoire sociale et économique de l'Espagne au XVIIIe siècle.* Budapest, Akadémiai Kiado, 1983. 364 p. (traduit du russe par V. MIKHALKOVA).

«Jamais les Maures n'avaient fait tant de mal à l'Espagne que l'Honorable Conseil de la Mesta», cette phrase de Colmeiro citée par Nina Mickun (p. 245) traduit bien l'ambiance générale du livre.

L'ouvrage s'ouvre par un long préambule d'où sont hélas absents les immenses troupeaux aux toisons laineuses, d'où semble même absente la Mesta. L'auteur s'acharne par contre à convaincre le lecteur de la fiabilité des sources principales utilisées, et qui ne sont pas des sources d'archives de première main. Présentées au début, les principales d'entre elles sont législatives et narratives, l'édition de 1805 ayant été choisie pour les Lois: la *Novísima Recopilaciòn de las leyes de España,* soit l'ensemble du Corpus, de 1567 au XVIIIe; quant aux récits de voyages, ils sont de tout premier ordre, comme ceux de Ponz et de Bourgoing.

Il semble cependant que Nina Mickun n'ait pas voulu pousser l'analyse des seuls documents directement utilisés par elle. L'introduction s'inspire, sur 100 pages, d'excellents travaux comme ceux de Gonzalo Anes, afin de circonscrire un objet d'étude plus synthétique, plus noble, formulé pages 44 et 45: la Mesta, «barrière infranchissable au développement de l'agriculture». L'ensemble des sévices imposés à la paysannerie castillane par les puissants locaux (poderosos) érige au 18e siècle la fonction administrative et politique en servante de l'esprit d'entreprise. Pays agraire, l'Espagne de la Mesta voit alors se développer un capitalisme rural qui va battre en brèche les classes privilégiées traditionnelles, la noblesse et le clergé. Mais ces nouveaux privilégiés trouveront en face d'eux, la paysannerie et les Lumières.

Manifestement, ce qui compte pour l'historienne marxiste est ce qu'elle apportera à l'histoire des structures sociales; de nombreux développements lui sont consacrés, et qui font apparaître dans la Mesta la prépondérance de la noblesse et des ordres monastiques. Pourtant, écrit l'auteur «nous n'avons pas à notre disposition les archives de la Mesta» (p. 159). Ce regret ponctue l'ouvrage d'une bien compréhensible nostalgie.

Les meilleurs chapitres sont ceux qui restent près des sources à disposition. Un des plus fiables, dans la 2eme partie, chapitre 2, s'intitule «L'organisation de la Mesta» et décrit la transhumance, en s'inspirant des passionnants récits de Ponz. Vivant, utile et neuf, ce chapitre oublie Klein, dont l'étude, fameuse, date de 1920 et dont les résultats pour une période antérieure étaient différents de ceux de Nina Mickun. Libéré de l'esprit de controverse, l'auteur nous instruit avec bonheur. Alors? que penser de la Mesta et de son nouvel historien?

D'abord confrérie de bergers, la Mesta devient une association d'éleveurs, membre du Conseil de la Mesta. L'instrument de son pouvoir a été son droit à se faire justice elle-même; juge et partie, tous les procès étant gagnés, elle acquiert les cañadas, immenses voies de passage pour les moutons, à travers un pays d'où sont progressivement évacués, biens communaux et tentatives de défrichement. Le tournant de cette histoire date de la fin du XVe siècle. L'appareil légal est mis en place au XVIe; c'est à partir de 1500 que le Doyen du Conseil de Castille est nommé Président de la Mesta.

Toujours selon N. Mickun, la Mesta n'évoque pas l'opposition de deux catégories sociales rurales, éleveurs contre cultivateurs, mais l'oppression du petit peuple des campagnes par les Conseils de Castille. Le clivage essentiel se situe entre les privilégiés d'Ancien Régime, noblesse et clergé, et le peuple des campagnes, les bergers connaissant un véritable esclavage (2e partie, excellente). Mais alors puisque la juridiction est si manifestement l'instrument du pouvoir, l'historienne n'aurait-elle pas dû mettre plus systématiquement en grille les 6 volumes de lois? Si la bourgeoisie est si peu créatrice de valeurs matérielles, si le peuple rural est le fondement unique de la production, la documentation, pour autant qu'elle soit traitée comme seul maître de l'historien laissera apparaître ces résultats. Avec fiabilité. Autres remarques, sur des points plus précis, «le faible peuplement des vastes territoires du Sud et du Sud-Ouest» (p. 103) allégué comme preuve que la Reconquête fut dans une large mesure impulsée par le besoin de terres à pâturages est un argument faible. Les Repartimientos montrent une très forte densité d'occupation des campagnes par les Hispano-Arabes, dont le droit successoral malékite favorisait la petite et moyenne exploitation. Si le vide d'hommes est ultérieur (après les Actes d'expulsion de 1492 et de 1609), on ne peut alors dire que la Reconquista fut motivée par le besoin en terre; disons plutôt que l'idéal chevaleresque, guerrier et féodal, mena les Chrétiens du Nord dans le Sud parce que «l'Infidèle», 8 siècles plus tôt, y avait conquis une partie du territoire. L'expulsion des Morisques (ou ailleurs celle des Huguenots) montre au demeurant que l'intérêt économique n'est pas le seul moteur de l'histoire. Quant à l'étymologie du terme «mesta», n'est-elle pas mixta, «animalia mixta», ce qui donna «aumailles» en vieux roman et mesta en galicien?

On aura compris que mon impression fut contradictoire: une sympathie pour l'historienne d'un si beau sujet, sympathie confirmée par son honnêteté et son évident amour du métier; d'excellentes pages, dans les 2eme et 3eme parties, pour établir les responsabilités sociales quant à la paupérisation, l'attestent et me sont cependant une gêne. Car nous sommes, dans la seconde moitié du 18e siècle, à l'époque de l'épanouissement bourgeois; les premières manifestations économiques de la bourgeoisie ibérique datent du Xe siècle, et les moines ne s'y sont pas trompés en dénonçant, très tôt, le profit illicite créé par la même marchandise, en deux temps

différents. Le travail de Nina Mickun est important, il attire l'attention sur l'élevage du mouton comme secteur de focalisation des profits. Mais les préalables contenus dans une introduction trop théorique arrêtent l'adhésion. Une fois de plus et toujours, on a besoin de sentir que l'auteur en dépouillant la documentation, que celle-ci soit de première main ou non, était capable d'être entraîné dans l'inconnu, l'insolite, le contradictoire. Il n'y a d'héroïque que ce combat-là.

Genève *Lucie Bolens*

JACQUES ETIENNE BÉDÉ, *Un ouvrier en 1820. Manuscrit inédit de Jacques Etienne Bédé.* Avant-propos de LOUIS GIRARD. Introduction et notes de RÉMI GOSSEZ. Paris, Presses Universitaires de France, 1984. 405 p.

Pendant longtemps, les historiens du mouvement ouvrier se sont quelque peu désintéressés des sociétés de secours mutuels. Ces premières formes d'association ouvrière après la disparition du système corporatif ne retenaient l'attention que dans la mesure où elles constituaient l'embryon d'un syndicat, mais l'intérêt se dirigeait de préférence vers des formes d'organisation plus élaborées. Aujourd'hui où l'on tend au contraire à privilégier l'étude de la vie quotidienne plus que des événements marquants, de la classe tout entière plus que de ses minorités agissantes, des mentalités plus que des théories, le mutuellisme est à nouveau l'objet de travaux (D. Marucco en Italie, colloque à l'occasion du centenaire du congrès des sociétés de secours mutuels en France, en 1983, cf. *Prévenir,* mai 1984).

Aussi les mémoires de Bédé, «ouvrier tourneur fondateur et délégué à vie de la Société des Secours Mutuels», comme il se nomme, viennent-ils à leur heure, Disons tout de suite que leur auteur, s'il considérait les pages consacrées à son action sociale comme l'essentiel, les a néanmoins fait précéder d'un «abrégé de sa vie civile et militaire». Son enfance et son apprentissage à Châteauneuf-sur-Loire et à Orléans, au début de la Révolution, ses guerres, comme volontaire de 93, qui, six ans plus tard, à l'instar de beaucoup de ses camarades, désertera pour rentrer dans sa région natale et y vivre sans trop de mal dans une espèce de clandestinité, ainsi se présente ce préambule, riche en aperçus de toutes sortes sur la vie populaire.

Venu pratiquer sa profession de tourneur en chaises à Paris, Bédé nous fait alors pénétrer dans le vif du sujet: l'organisation du métier, la naissance de la Société, la lutte que lui et ses camarades soutiennent contre les patrons qui, par désir de rentabilité, violent les anciens usages, la grève de 1820 et sa répression, la solidarité ... Ce récit nous montre, d'une façon vivante et concrète, les problèmes du travail sous le régime instauré par la Révolution. Les anciens usages, les coutumes d'origine corporative subsistent, mais les conditions nouvelles issues de la liberté d'industrie et de commerce les remettent en cause. D'où les conflits qui naissent, même en l'absence de progrès technique notable, au sein de la profession. D'un côté les nouveaux maîtres, qui sont essentiellement des commerçants, des marchands fabricants; de l'autre les ouvriers auxquels ils imposent des corvées qui nuisent à leur rendement (ceux-ci sont payés aux pièces). Quant aux maîtres traditionnels, qui sont essentiellement des chefs d'ateliers et ne sont qu'accessoirement commerçants, ils restent neutres ou se rangent au côté des ouvriers, leur permettant d'établir ce «Champ d'asile» où les grévistes vont à tour de rôle gagner leur vie.

C'est déjà un premier mouvement ouvrier, mais celui d'une élite fondée sur le métier et sa pratique, très consciente des droits et devoirs que celui-ci implique et qui s'oppose à tous ceux qui ne les reconnaissent pas: patrons (Bédé n'emploie jamais ce terme, mais celui de maître), que l'attrait du profit engage à ne plus respecter les usages, ou misérables ouvriers en chambre, qui, pour un salaire de famine, gâchent le métier. Cet attachement à une certaine forme de production est aussi la défense